

«Sur l'énergie, l'Allemagne s'est fait berner par les Russes, et la France, par les Allemands»



■ UN SECRET SI BIEN GARDÉ
Par Anne Lauvergeon
Grasset, 208 p., 18,50 €.

ANNE LAUVERGEON ET FRANÇOIS GEMENNE

L'ancienne patronne d'Areva, qui publie «Un secret si bien gardé» (Grasset), et le politologue, coauteur du sixième rapport du Giec, alertent sur les choix déléteurs de l'UE et de la France en matière d'énergie, entraînant une explosion des prix de l'électricité. Notre pays a, entre autres erreurs stratégiques, laissé EDF brider sa production nucléaire, révèle Anne Lauvergeon.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Ronan Planchon

LE FIGARO. - Avec la politique de dérégulation lancée par Trump en début d'année, se dessine un monde où ce qui sera produit aux États-Unis sera délivré de toute contrainte environnementale et fiscale. De plus, tout ce qui sera produit hors des États-Unis sera désormais sanctionné par des tarifs douaniers exorbitants. En matière énergétique, l'UE est-elle le dindon de la farce? FRANÇOIS GEMENNE. - Je ne crois pas. L'Union européenne a commis énormément d'erreurs, parfois en surrégulant, mais les États-Unis sont en train de se déclasser eux-mêmes dans les domaines de la recherche, de l'énergie et plus généralement sur le plan économique. L'Europe, tel un lièvre pris dans les phares d'une voiture, semble ne plus savoir quelle direction prendre. Elle se dévalorise, elle en oublie ses atouts : c'est un marché de 500 millions de consommateurs, très éduqués et avec un fort pouvoir d'achat. C'est un levier commercial considérable dans son rapport avec les pays émergents (Indonésie, Afrique du Sud, Égypte, Mexique, etc.).

ANNE LAUVERGEON. - Depuis 2009, les États-Unis sont devenus le premier producteur de pétrole et de gaz au monde, battant l'Arabie saoudite, le Qatar et la Russie. Longtemps, il n'y a eu aucune différence ou presque entre démocrates et républicains sur la politique à mener, les deux partis plaidaient pour mettre l'accent sur le fossile et sur la technologie bas carbone. Donald Trump a décidé que le volet technologie bas carbone devait disparaître - un choix dangereux. Est-ce pour autant une opportunité pour l'Europe? Tout dépendra d'elle. Jusqu'à présent, la politique européenne a oublié la sécurité énergétique. L'Allemagne, qui a misé sur le gaz bon marché des Russes, en est l'exemple le plus frappant. Et puis l'Europe perçoit toujours, hélas, l'énergie, en dehors du changement climatique, comme un sujet secondaire.

L'énergie, en Europe, est beaucoup plus chère qu'aux États-Unis, et plus chère qu'en Allemagne. Va-t-elle conditionner la compétitivité de nos entreprises dans les années à venir?

F. G. - Sur ce sujet, on a souvent une vision d'ingénieurs alors qu'il est fondamental d'avoir également un regard géopolitique. Le problème majeur de l'industrie européenne, en particulier allemande, c'est le prix de l'électricité : il est quatre fois plus cher qu'en Chine! Michelin et Renault, pour ne citer qu'eux, souffrent moins de la concurrence du coût de la main-d'œuvre chinoise que de celui de l'électricité. Pourtant, l'Europe a la chance de pouvoir produire une énergie décarbonée, grâce au nucléaire et aux renouvelables. Par ailleurs, le coût exorbitant de l'électricité nous empêche de décarboner certains secteurs industriels. Nous avons la possibilité, par exemple, de produire un acier décarboné, mais on ne le fait pas pour cette raison. Autre exemple : les voitures électriques. Aujourd'hui, le prix du pétrole baisse mais celui de l'électricité augmente. Une entreprise qui dispose d'une grosse flotte automobile se trouve donc découragée, sur le plan financier, de passer à l'électrique.

A. L. - L'énergie, en particulier l'électricité, est la mère des batailles pour décarboner, pour la compétitivité de nos entreprises et pour éviter la précarité énergétique des Européens. On sous-estime les conséquences de l'augmentation des prix de l'électricité partout en Europe. Si l'usine Venorex, dans le couloir de la chimie, a fait faillite avant d'être reprise très partiellement par le leader chinois du chlore (50 emplois sur 450), c'est à cause du coût exorbitant de l'énergie. Pendant trente ans, la France a eu l'électricité la moins chère du Vieux Continent et elle a perdu cet avantage. Ces dix dernières années, ce prix en France a augmenté de 120 %, soit trois à quatre fois plus vite que l'inflation.

Pour autant, devant une commission d'enquête sénatoriale, le PDG d'EDF, Luc Rémond, a rappelé le 22 avril qu'EDF n'était pas là «pour subventionner la décarbonation des industriels». Il se targue d'avoir «les prix les plus compétitifs d'Europe». C'est faux en ce qui concerne les pays scandinaves et la Suisse. «Je garantis (...) que vis-à-vis des USA, si je compare à des électrons américains aujourd'hui, demain sur tous les États amé-

ricains, notre électricité sera la plus compétitive.» L'électron sorti d'un réacteur américain est à 30 dollars, EDF annonce 60 euros en 2026. Au vu des investissements de la loi pluriannuelle de l'énergie (PPE 3), les prix des réseaux et des subventions aux renouvelables vont au moins doubler. Ce pari semble bien mal emmanché. Aucun industriel n'achète sur les marchés de gros, car il s'approvisionne auprès d'un fournisseur. À cela, il faut ajouter le prix des taxes, les subventions aux énergies renouvelables et la TVA. En fin de compte du mégawattheure pour un industriel en 2026 est plus proche des 120 euros que des 60, hors TVA.

Anne Lauvergeon, vous expliquez aussi que la France s'est fourvoyée en investissant massivement dans le solaire et l'éolien, en marchant sur les traces de l'Allemagne...

Comment expliquer un tel choix? A. L. - Le marketing du modèle allemand a été redoutable. Il y avait, en devanture, les renouvelables et, derrière, le charbon et le lignite nécessaires pour prendre le relais quand il n'y a pas de soleil ni de vent. Mais ce n'était pas suffisant : pour faire fonctionner leur industrie, lourde, qui nécessite énormément d'électricité, les Allemands ont poussé en faveur du gaz russe, qui avait l'avantage d'être très compétitif économiquement. Résultat : 80 % du gaz russe partait vers l'Europe avant l'invasion de l'Ukraine. L'Allemagne était tellement confiante dans son système qu'elle n'a pas vu que, en face,

En 2024, aux États-Unis il fallait en moyenne entre 33 et 34 jours pour changer de combustible. (...) Et en France, la même année ? 105 jours

Anne Lauvergeon
Ancienne patronne d'Areva

elle avait une politique comme Vladimir Poutine, qui se moquait d'elle. Pour des raisons idéologiques, les Verts allemands ont contaminé les socialistes, puis Angela Merkel, amenée à négocier avec eux pour constituer une coalition, dans leur logique anticlimatique.

La France a non seulement suivi ce modèle, mais elle est entrée dans une forme de «giroüettisme», c'est-à-dire des changements permanents sur les questions énergétiques. Or, quand on construit un barrage, c'est pour 100 ans et, quand on bâtit une centrale nucléaire, c'est pour 60 à 80 ans. On ne peut pas changer notre fusil d'épaule à chaque mandat électoral! Le dernier épisode en date de cette volte-face, c'est la décision d'Emmanuel Macron en 2019 de fermer 14 réacteurs - dont 2 ont été réellement fermés - avant d'annoncer en 2022 le lancement de 14 réacteurs, dont 6 le plus vite possible; 28 réacteurs de différence : c'est énorme!

F. G. - L'erreur énergétique allemande, c'est un aveuglement diplomatique sur la Russie. Les Allemands ont choisi d'appliquer les principes de Montesquieu - est-ce la raison de leur pouvoir de séduction en France? -, selon lesquels, en faisant du commerce avec la Russie, ils pourront ensuite apaiser leurs relations avec ce pays. Ce choix peut s'expliquer par le fait que l'Allemagne a en partie été sous le joug communiste. Les Allemands se sont fait berner par les Russes, au point de leur acheter leur politique énergétique. L'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder a été nommé au conseil de surveillance de Gazprom, avant de renoncer à son poste. Nombre de spécialistes de l'énergie allemands siègent chez Gazprom et, dans l'autre sens, de nombreux agents russes sont envoyés en Allemagne afin, d'une certaine manière, de piloter la politique énergétique allemande depuis Moscou.

A. L. - Les Allemands se sont fait berner par les Russes et, nous, nous nous sommes fait berner par les Allemands. Ils ont été stratégiquement intelligents en se battant, au niveau européen, contre tous les gazoducs ne passant pas chez eux. Ensuite, ils ont utilisé leurs fondations et les grandes organisations comme Greenpeace, les Amis de la terre ou WWF pour promouvoir leur modèle, au détriment du nucléaire.

Faut-il revoir notre politique d'alliances et nos partenariats en matière d'énergie? Vers qui peut-on se tourner?

A. L. - Depuis la guerre en Ukraine, l'Europe a commencé à atterrir. La France a l'avantage de disposer de 57 réacteurs et, par conséquent la pos-

sibilité de produire de l'énergie décarbonée en grande quantité. On pourrait en produire plus qu'aujourd'hui, sans construire de réacteurs supplémentaires tout de suite, et on pourrait trouver de nouvelles formes d'exportation et de consommation, de transformation intelligente de cette électricité. Mais la loi pluriannuelle de l'énergie est à côté de la plaque : elle n'organise en rien la transformation de notre économie. Pire, elle installe la sous-production du nucléaire, compte tenu de nos capacités, et fait de l'achat de solaire photovoltaïque à la Chine une norme.

F. G. - L'Europe ferait un erreur majeure en nouant des partenariats bilatéraux sur son électricité, y compris avec des nations comme le Canada et le Qatar. Car, dans cinq ou dans dix ans, le pouvoir peut changer dans les pays en question et on risque de se retrouver dans la même situation que l'Allemagne avec la Russie.

A. L. - D'autant que l'électricité est un sujet physique. On peut faire voyager le pétrole et le stocker, mais ce n'est pas le cas de l'électricité, qui nécessite des lignes. Par ailleurs, le drame de l'Europe, c'est que nous n'avons pas de centrale d'achat commune. Pour ce faire, cela impliquerait de changer le logiciel de la Commission européenne.

F. G. - On parle toujours d'une défense européenne commune, jamais d'une politique énergétique commune. Après l'invasion de l'Ukraine, quelques signaux intéressants sont apparus : il a été question d'un club entre les pays européens pronucléaire, d'une centrale offshore éolienne, d'échanges d'électricité solaire... Il faut revenir aux fondements de la communauté européenne, qui était, à l'origine, une communauté énergétique. Une vraie force énergétique européenne est possible si on déploie une énergie décarbonée sur notre continent. Cela implique de faire plus de nucléaire et plus de renouvelables, sans les mettre en concurrence.

L'Europe doit aussi exporter son énergie et son savoir-faire. Le problème, aujourd'hui, c'est que c'est la Russie qui exporte son nucléaire dans les pays du Sud. En Égypte, au Ghana, au Rwanda et même au Bangladesh, c'est la Russie qui est à la manœuvre pour les nouvelles centrales nucléaires, via Rosatom, l'entreprise publique russe. L'Europe est à la rue.

A. L. - La France a multiplié les erreurs. On a fait partir des milliers de talents, qui travaillaient chez Areva, sous prétexte que le nucléaire n'avait pas d'avenir. On a aussi coupé le groupe en deux, alors que c'est ce modèle qui a inspiré tous nos concurrents, de la Chine à la Russie en passant par les États-Unis. Résultat : on n'a pas vendu un seul réacteur depuis quinze ans, alors que la Russie a désormais 25 contrats en dehors de ses frontières. Areva était le numéro un mondial de l'industrie nucléaire. Aujourd'hui, le leader est russe, le numéro deux est américain (Westinghouse), le numéro trois est chinois.

La France a laissé EDF brider sa production nucléaire, expliquez-vous, Anne Lauvergeon. Pourquoi on produit plus d'énergie avec le même nombre de réacteurs? EDF est-elle sous-exploitée?

A. L. - En 2024, EDF a communiqué sur son retour à un niveau de production de 360 TWh (térawattheure). Selon la loi de programmation (PPE 3), se sera, si tout se déroule comme prévu, notre niveau de production électronucléaire annuel des cinq prochaines années. Si on regarde de plus près, on constate que la quantité d'électricité produite (360 TWh), par rapport à notre capacité, est très faible. Les 56 réacteurs nucléaires d'EDF (sans compter l'EPR de Flamanville), le deuxième parc nucléaire au monde, ont une productivité de 67 %; elle est inférieure de 30 % à la moyenne mondiale. En 2023, la France était avant-dernière du classement, la lanterne rouge étant l'Afrique du Sud, qui possède 2 réacteurs nucléaires, dont l'un a été arrêté toute l'année. Les meilleurs du monde ont un taux de production supérieur à 95 %. Les Américains, qui ont comme nous des réacteurs âgés, dépassent 90 %. En Europe, la Belgique oscille entre 90 % et 92 %. Comment expliquer que la France soit seulement à 67 %, une des plus mauvaises performances mondiales? Seul le comité exécutif d'EDF peut répondre à cette question. Est-ce la volonté d'être plus rentable en faisant monter les prix de l'électricité? Est-ce lié à des arrangements avec les ministres, souvent antinucléaire, qui se sont succédés? Est-ce l'aveuglement ou la complicité de la Commission de régulation de l'énergie? De l'État? Est-ce le refus d'utiliser les méthodes usuelles dans le reste du monde? En 2024, aux États-Unis, il fallait en moyenne entre 33 et 34 jours pour changer de combustible, ce qui implique de mettre les réacteurs à l'arrêt. Et en France, la même année? 105 jours. Aujourd'hui, EDF effectue cette opération avec l'aide d'un nombre important de sous-traitants, généralement les moins chers, et ces économies de bouts de chandelle contribuent à la sous-exploitation de notre parc. Et moins on produit, plus le prix de l'électricité grimpe. Mais EDF continue de parler, non pas de facteur de charge (l'utilisation effective), mais de disponibilité, en avançant le chiffre de 85 % pour ce début d'année. Si on suit ce raisonnement, ma voiture a une disponibilité de 100 %. Son facteur de charge, lui, est inférieur à 10 % ■

